

Idées

LE POINT DE VUE DE

■ Héroïsme, réformisme et mondialisation

ZAKI LAÏDI

Entre l'affaire du CPE gérée sur un mode bonapartiste et celle du député Jean Lassalle, qui a recouru à trente et un jours de grève de la faim pour empêcher l'extension d'une usine japonaise dans une autre vallée, il n'y a pas de point commun, sinon que ces deux événements reflètent la crise du système politique français face à la mondialisation, et sa préférence pour l'héroïsme, au détriment du réformisme.

Le problème de fond, c'est bien évidemment celui de l'avenir du travail dans un monde globalisé. La dimension symbolique, c'est celle des formes d'action intériorisées ou valorisées par la société française. Au sommet de l'Etat, c'est l'héroïsme politique drapé de la toge de l'intérêt général qui veut s'imposer au mépris de toute réalité. A la base, les formes d'héroïsme individuel à tonalité sacrificielle (Lassalle) ou combative (Bové). Dans les trois cas est présente la volonté de changer les choses par le symbole, l'exemplarité, le sacrifice ou la force, comme si pour réformer, il fallait s'immoler.

Or, le fond comme la forme ont un point commun : ils ne règlent aucun problème de fond et dévaluent de surcroît toute approche réformiste.

Commençons par le fond. C'est celui de l'avenir du travail dans un monde globalisé. Au sein de celui-ci, le capital devient mobile et le travail immobile. Le rapport de force entre les deux facteurs est donc mécaniquement modifié, d'autant que le salariat n'est plus du tout homogène. Si le capital ne trouve pas de conditions favorables à sa rentabilité, il se déplace. Et il le fait d'autant plus facilement qu'il bénéficie de trois atouts exceptionnels : l'existence d'une demande très forte dans les pays émergents, l'existence dans ces mêmes pays d'un potentiel de bas salaires inépuisable, un progrès technologique qui permet de plus en plus facilement de décomposer la chaîne de création de valeur à travers le monde dans des conditions optimales. La mondialisation fait donc naître potentiellement un salariat mondial qui n'a plus besoin d'être mobile, car c'est le capital qui vient vers lui, là où il est abondant.

C'est une mutation considérable que certains chiffres expriment de façon très éloquente. En 1980, le salariat mondial était évalué à environ un milliard d'individus, dont un bon tiers dans les pays développés. Vingt-cinq ans plus tard, le paysage a profondément changé. Le salariat mondial atteint les 3 milliards, dont 500 millions dans les pays développés, un milliard dans les pays en développement, un milliard et demi dans les pays émergents comme l'Inde, la Chine et la Russie. Ce groupe de pays occupe dans cette nouvelle dimension du travail une place considérable car il allie deux atouts phénoménaux : une force de travail abondante dont une fraction non négligeable est qualifiée, voire très qualifiée. La mondialisation, c'est la fin d'un monde où le travail qualifié était l'apanage des seuls pays riches. Il y a donc bel et bien un choc de l'offre du travail à l'échelle mondiale dont on peut difficilement nier l'existence. Ce problème peut être aggravé par le fait que le rattrapage salarial dans les pays émergents comme la Chine peut se trouver bloqué ou ralenti par une répression sociale des salaires qui permettrait à certains secteurs d'avoir une productivité très forte mais des salaires très faibles.

Simultanément, l'évolution spectaculaire de ces chiffres doit être relativisée par le fait que tous ces salariés de la périphérie ne vont pas aller sur le marché mondial. Car plus une économie se développe, plus ses activités non échangeables s'accroissent. Ce qui veut dire que les activités de services créées en Inde ou en Chine continueront de manière massive à servir au marché intérieur. On ne pourra probablement jamais commander sa pizza à Barcelone.

Par ailleurs, même si la contrainte est globale, les solutions restent en bonne partie locales. Ce point mérite d'être bien martelé, car nous vivons dans un pays où la tentation est grande dans nos élites de rechercher des grandes solutions censées renverser la table à l'échelle du monde, au mépris des considérations élémentaires. Ce reproche vaut naturellement pour les altermondialistes, qui dissertent sur « l'alternative au système capitaliste » alors qu'à la périphérie du monde, Chinois et Indiens sont moins soucieux de bâtir un «

autre système » que de maximiser leur position dans le monde tel qu'il est. Leur objectif, ce n'est pas d'inventer un nouveau capitalisme. C'est de bricoler à leur avantage le capitalisme réel. Mais le reproche vaut également pour nos gouvernants, et singulièrement celui-ci qui, à travers l'affaire du CPE, a révélé non seulement sa méconnaissance profonde des causes du problème de l'emploi en France et le peu de considération qu'il avait pour les partenaires sociaux. Toute la difficulté pour la France est donc de trouver un chemin entre le mythe de « l'autre monde » et celui du bonapartisme social, deux mythes d'ailleurs complémentaires, héritiers de la tradition révolutionnaire et révélés par la fascination sémantique pour l'« idée de rupture ». Or, contrairement à ce que l'on croit, la France ne pourra pas s'engager dans la voie d'un changement profond, durable et socialement non traumatisant en rompant avec le passé. Elle ne pourra le faire qu'en inventant de nouvelles façons de faire qui s'inscrivent aussi dans des traditions disponibles mais non exploitées.

La première modalité d'action est l'anticipation. On l'a bien vu dans le secteur textile. Les pays qui ont le mieux anticipé l'ouverture du marché aux Chinois ont été l'Allemagne et les pays scandinaves. Le plus mauvais, l'Italie. Résultat : les premiers ne s'inquiètent plus de la Chine et refusent tout protectionnisme car, pour eux, les produits chinois sont des intrants utilisés dans des produits à forte valeur ajoutée. Le second connaît une passe très difficile que le gouvernement Berlusconi a aggravée en ne faisant rien, malgré ses proclamations faussement libérales.

La deuxième modalité est celle de la concertation entre tous les acteurs concernés. Si, dans une même région, la restructuration de Moulinex a été catastrophique, tandis que celle de Philips a été réussie, c'est parce que la qualité des acteurs a fait la différence.

Enfin, la troisième modalité est l'adaptation. Refuser la fermeture d'une usine qui veut se déplacer vers une vallée voisine où son déploiement est jugé économiquement plus favorable est un acte de grave irresponsabilité. Voir dans tout acte d'immobilisme l'expression d'un acte mystique est navrant. M. Lassalle n'est pas un résistant dont il faut louer le courage mais un élu irresponsable dont l'action conduira à terme non seulement à la fermeture de son usine à Accous, dans la vallée d'Aspe, mais à une défiance légitime des investisseurs japonais vis-à-vis de la France.

Qui, en effet, en dehors de M. Lassalle, peut comprendre que l'on puisse faire une grève de la faim pour prévenir le déplacement d'une usine à soixante kilomètres de là, quand, à l'heure de la mondialisation, il est si facile de faire fabriquer un produit à dix mille kilomètres d'ici ?